Soutenir la démocratie axée sur le citoyen

Lorsque l'Équateur a réécrit sa constitution en 2008, il a ajouté un tout nouveau groupe d'électeurs et de candidats potentiels sur la scène politique. Ainsi, dès l'âge de 16 ans, les jeunes ont le droit de voter aux élections et, dès l'âge de 18 ans, ils peuvent se porter candidats.

Mais avec le faible taux de participation à la vie politique que l'on constate chez les jeunes Équatoriens — à l'instar de nombreux pays, dont le Canada — il y a beaucoup à faire en vue d'intéresser les adolescents à prendre part au processus démocratique.

La Bolivie, qui a adopté sa nouvelle constitution en 2009, a ajouté un niveau régional de gouvernement, composé de neuf départements dirigés par des gouverneurs et des assemblées. Tous ces nouveaux législateurs doivent maintenant apprendre à exercer leur nouveau rôle, qu'il s'agisse de répondre à une lettre d'un commettant, d'élaborer une constitution régionale ou de gérer les ressources naturelles.

De telles réformes sont synonymes de défis, mais elles apportent aussi la promesse d'une démocratie axée sur le citoyen, un objectif qu'appuie le Canada par l'entremise de l'Unité andine pour la gouvernance démocratique (UAGD). Cette équipe régionale, que le MAECI a créée en 2009, se concentre sur le soutien à la démocratie, l'un des objectifs de notre Stratégie pour les Amériques.

Le bureau central de l'UAGD est situé à Lima, au Pérou, où le Canada est reconnu pour son rôle de chef de file en matière de soutien à la démocratie, notamment lors de la transition de ce pays vers un régime démocratique en 2001. De par son mandat, l'Unité couvre également le Venezuela, la Colombie, l'Équateur et la Bolivie. Elle intervient dans la promotion de la démocratie au moyen d'activités spéciales et de réseautage, prépare régulièrement des analyses politiques, et contribue à la capacité d'intervention d'urgence des missions lorsque surviennent des crises démocratiques. Elle appuie également des projets dans la région grâce à un financement annuel de 500 000 $ provenant du Programme Glyn Berry, qui fait partie du Fonds pour la paix et la sécurité mondiales.

L'approche thématique unique dans la région andine résulte du programme de transformation du MAECI. L'UAGD est l'une des unités régionales créées à titre de projet pilote dont le mandat porte sur des questions et des domaines particuliers. Une autre de ces unités, axée sur la sécurité, exerce ses activités en Amérique centrale et dans les Caraïbes; une autre se concentre sur la politique de l'Arctique et est située à Oslo; et une troisième met l'accent sur les questions économiques et est située à Jakarta.

« Il s'agit d'une nouvelle façon de faire de la politique étrangère », déclare Catherine Vézina, qui dirige l'Unité de Lima. Cette équipe compte huit membres, dont certains sont des employés canadiens et d'autres des employés recrutés sur place (ERP), qui travaillent dans les sections politiques des missions où l'Unité exerce ses activités. « Cette approche contribue à faire du Canada un partenaire de la démocratie dans les Amériques qui est mieux informé, plus influent et plus visible. »

Catherine ajoute que la liberté et la démocratie font partie des valeurs fondamentales de la politique étrangère du Canada. Cela signifie de soutenir les institutions et les mécanismes visant à permettre aux citoyens de jouer un rôle accru, soit le processus électoral, le système parlementaire, la société civile, les médias indépendants et les partis politiques.

« Éventuellement, les gens se sentiront interpelés par la possibilité de s'exprimer ou d'influencer les décisions de leur gouvernement », dit-elle.

Catherine indique aussi que l'équipe de l'UAGD favorise la coordination des activités thématiques entre les missions; par exemple, elle produit des rapports sur les tendances régionales. En collaboration étroite avec la Section politique de chaque mission aussi bien qu'avec les gouvernements hôtes et les organisations non gouvernementales (ONG), l'équipe organise des séminaires, des activités spéciales, des expositions, des visites d'experts, des lancements de livres et des projections de films, lesquels soutiennent l'action diplomatique canadienne au chapitre de la démocratie. « Les ERP, qui sont des personnes autonomes et respectées dans leur milieu, y contribuent grandement », précise-t-elle.

La région tire profit de l'expérience du Canada dans la consolidation des institutions démocratiques. En Équateur, par exemple, quelques-unes des idées à la base d'un site Web conçu pour accroître la participation des jeunes au processus électoral proviennent de « L'apathie, c'est plate », un projet canadien qui utilise l'art et la technologie pour sensibiliser les jeunes au processus démocratique.

Toujours en Équateur, « la décision d'abaisser de 18 à 16 ans l'âge requis pour voter et de 25 à 18 ans l'âge requis pour se porter candidat est le fruit de pressions exercées par un mouvement d'adolescents qui se sont exprimés haut et fort », selon Cristhian Parreño, coordonnateur adjoint d'Ágora Democrática, une ONG internationale dont le Canada appuie les programmes.

Parmi les initiatives de l'organisation, mentionnons une étude sur la participation des jeunes et des activités visant à encourager les jeunes à participer à la vie politique, notamment des dialogues intergénérationnels, des séminaires et un espace virtuel qui se veut agréable, attrayant et éducatif. « Nous voulons que la participation des jeunes soit éclairée », souligne M. Parreño.

Terry de Vries, agente de programme pour Ágora Democrática, signale qu'une plus grande participation des jeunes à la vie politique profitera à l'ensemble des électeurs. « Toutefois, il faut d'abord changer cette attitude selon laquelle la politique n'est pas leur truc. Lorsque vous parlez aux jeunes de la politique, ils disent que c'est pour les vieux, ou encore que ce n'est que du bla-bla. »